

Éditorial

De l'échec ou de la réussite des prises de décision

En novembre dernier, les Territoires de la Mémoire asbl relayaient une étude de la section belge de l'ONG internationale « Avocats sans frontières ». Intitulée La crise sanitaire en Belgique : Un terrain fertile pour les discriminations indirectes ?, cette étude se penche sur l'impact discriminatoire indirect des diverses mesures d'urgence prises par la Belgique pendant la crise sanitaire, avec un focus particulier sur les populations plus vulnérables : travailleurs précaires, illégaux ou encore sans-papiers. Elle montre comment une politique uniformisée de gestion de la crise n'a fait que renforcer des inégalités déjà présentes, tandis que, dans l'autre sens, certaines mesures différenciées furent plus sévères pour certaines catégories de personnes que pour d'autres.

Or « Avocat sans frontières » rappelle très clairement que des balises destinées à encadrer ce type de mesures existent bel et bien et que, juridiquement, un État qui s'engage dans cette voie engage également sa responsabilité quant à leurs effets : « Comme l'enseigne la Cour européenne des Droits de l'Homme, de telles discriminations, si elles peuvent être démontrées, entraînent la responsabilité de l'État belge. Celui-ci n'a en effet pas pris en compte les inégalités existantes au sein de la société lors de la gestion de la crise et n'a pas adapté les mesures afin de protéger ces catégories de personnes vulnérables, en amplifiant les différences économiques et sociales¹. »

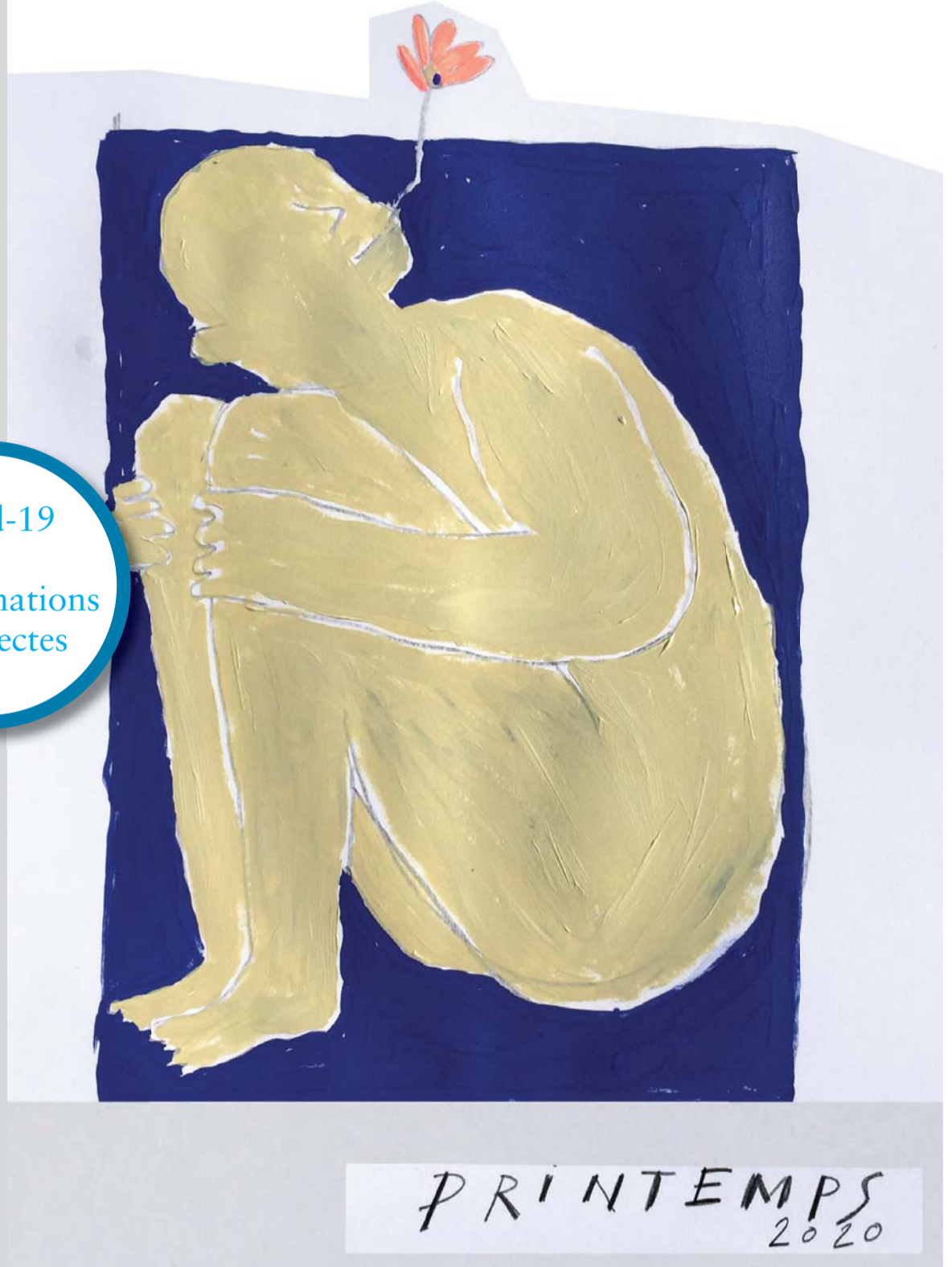
L'Histoire nous enseigne que les sociétés humaines réagissent de manières très diverses à de grands épisodes de stress tels qu'une pandémie, par exemple. Et c'est dans l'analyse des prises de décision opérées lors de tels épisodes que résident la plupart des enseignements utiles pour l'observateur. Jared Diamond, biologiste et paléanthropologue, a ainsi identifié quatre facteurs pouvant contribuer à l'échec de la prise de décision de groupe : « En premier, un groupe peut échouer à anticiper un problème avant qu'il ne survienne vraiment. Deuxièmement, lorsque le problème arrive, le groupe peut échouer à le percevoir. Ensuite, une fois qu'il l'a perçu, il peut échouer dans sa tentative pour le résoudre. Enfin, il peut essayer de le résoudre, mais échouer². » Se pencher sur les causes de l'effondrement de sociétés qui nous ont précédés peut sembler déprimant, mais Diamond y puise pourtant matière à optimisme : « Les analyses des raisons expliquant les échecs et les effondrements ne sont pas seulement déprimantes, elles ont aussi un revers : les décisions qui réussissent. Comprendre les raisons pour lesquelles les groupes prennent souvent de mauvaises décisions, c'est s'armer de connaissances pour mieux orienter les groupes à prendre de judicieuses décisions³. »

Cela ne rend pas la prise de décision plus facile pour autant, comme nous le rappelle Céline Nieuwenhuys, secrétaire générale de la Fédération des services sociaux (Fdss) et ex-membre du GEES (voir l'entretien, p.4). Car de nombreux facteurs, également identifiés par Diamond, viennent compliquer les choses, en particulier les institutions et valeurs propres à chaque société qui agiront fortement sur la façon qu'aura chacune de tenter de résoudre son problème. D'où, sans aucun doute, l'importance d'une analyse critique des décisions prises, que ce soit au regard de ce que nous savons de l'Histoire ou de ce que nous pouvons déjà observer de leurs effets directs ou indirects.

C'est aussi cela le rôle des « acteurs intermédiaires », du monde associatif et, plus simplement, du citoyen.

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

Covid-19
et
discriminations
(in)directes



© Florian Stephant

Le Covid comme révélateur et exaspérateur des inégalités

Par Olivier Starquit

« Si on m'enlève des mots et si on m'en met d'autres à la place, je ne vais pas la penser de la même manière, la réalité sociale¹. » (Frank Lepage)

La pauvreté ne se dit pas, la pauvreté ne se montre pas. Pas question de mettre un coup de projecteur sur ce qu'il faut ignorer pour continuer. Ainsi, avant le déferlement du virus et avant les périodes de confinement, les médias dominants et le monde politique pouvaient aisément et allègrement recourir aux euphémismes pour cacher cette cruelle réalité et ce alors qu'en Wallonie, près d'un Wallon sur cinq était en situation de pauvreté monétaire.

41 % des personnes pauvres en Belgique résidaient en Wallonie et les allocations d'insertion de 32.000 Wallons dont 13.000 isolés et chefs de ménage ont été supprimées en janvier 2015 sans que cela ne suscite une forte indignation. Il suffisait d'évoquer le sort des personnes défavorisées, aux revenus modestes comme si cela était aussi naturel qu'un orage en été. Pas question de s'interroger sur le pourquoi des revenus modestes ou à quoi cela

serait dû. Si ces personnes sont défavorisées, c'est la faute à pas de chance... alors qu'un régime politique œuvrait et œuvre encore à perpétuer et à accroître ces inégalités de revenu. Un zeste de méritocratie dans le discours permettait d'occulter cet état de choses et le tour était joué.

¹ <https://www.asf.be/fr/blog/2020/10/13/la-crise-sanitaire-en-belgique-un-terrain-fertile-pour-les-discriminations-indirectes/>

² Jared DIAMOND, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 2006, pp.480-481.

³ *Idem*, p.481.

Le jeu coopératif *Résiste !* réédité

Après le succès de sa première version, le jeu *Résiste !* revient dans un nouveau modèle, encore plus amusant : emmenez vos groupes dans une activité motivante et instructive sur le thème de la démocratie et de ses valeurs !

Avec *Résiste !*, plongez dans un univers original, répondez à des questions et relevez des défis tout en renforçant vos connaissances !

Résiste !, le jeu coopératif pour résister ensemble et défendre la démocratie !



Un jeu pédagogique et ludique

Derrière sa dynamique ludique, le jeu *Résiste !* permet aux enseignants qui s'en emparent d'aborder des concepts importants comme la démocratie, la résistance, les droits individuels et collectifs, etc. tout en passant un moment agréable en groupe. Le jeu s'appuie sur l'expérience pédagogique des Territoires de la Mémoire et fait la part belle aux actes positifs de résistance en proposant des exemples inspirants plus connus comme Nelson Mandela, ou plus confidentiels comme Les Robins des Bois de l'énergie, en France, qui rebranchent l'électricité de familles en difficulté financière.

Le jeu est complété par un dossier pédagogique qui reprend des fiches thématiques sur la démocratie, le vote en Belgique, les niveaux de pouvoir, les partis politiques, les droits fondamentaux, les résistances et les engagements citoyens.

Tout au long du jeu, la coopération dans et entre les équipes est primordiale et les personnes joueuses sont amenées à surpasser leur individualisme pour réussir ensemble à renverser les plans de *Technomania*.

en soi n'est plus vu comme une menace mais comme un outil qui peut servir tant l'autoritarisme que l'intérêt général. Le décor une fois planté, la personne en charge de l'animation du jeu répartit les jeunes en plusieurs équipes et attribue des rôles d'artistes, journalistes ou de militants aux différents joueurs. Ces rôles seront mis en activité lors d'épreuves inter-équipes, ce qui permet de renforcer la coopération et l'entraide entre les équipes au cours du jeu.

Pour progresser, les différentes équipes déplacent leurs pions sur la zone de jeu formée par les tuiles. Elles répondent à des questions de connaissances générales, citoyennes ou institutionnelles. Et, si elles apportent la bonne réponse, elles peuvent retourner leur tuile afin de profiter de bonus, subir des malheurs ou, objectif ultime, participer à des épreuves inter-équipes (où les différents rôles interviennent) qui leur permettront ainsi de réunir les pièces d'un puzzle qui les conduira vers la victoire.

Pour plus d'informations sur les règles du jeu, un tutoriel vidéo permet de se familiariser avec l'univers de *Résiste !* sur le site internet dédié www.resiste.be.

- Permet de découvrir les concepts, principes et valeurs démocratiques à travers un outil engagé.
- Une manière ludique d'aborder la politique, la démocratie et la résistance à partir de 9 ans.

En pratique

- Le jeu est proposé au prix de 30 € (avec des possibilités de réduction pour les achats en lot et pour les entités adhérant au réseau Territoire de Mémoire).
- Il permet des parties de 4 à 16 joueurs.
- Il est adapté de 9 à 13 ans.
- Les parties vont de 60 à 90 minutes.

Il est disponible à la vente en ligne via www.resiste.be, à la Librairie Stéphane Hessel de la Cité Miroir de Liège, ainsi que dans plusieurs points de vente en Wallonie et à Bruxelles.

Le principe du jeu

Le jeu s'appuie toujours sur le film *Mine de Rien* qui, malgré ses quinze ans, passionne encore autant les jeunes qui le visionnent. Mais aujourd'hui, l'ordinateur

Les points forts du jeu

- S'amuser en expérimentant un jeu coopératif.
- Allier pédagogie/didactique avec la dynamique ludique de jeux de société « classique ».



Devenez membre

des Territoires de la Mémoire asbl

Vos avantages en tant que membre

- L'entrée gratuite à l'exposition permanente
- Bénéficiez du tarif réduit de La Cité Miroir
- L'accès libre à la bibliothèque
- L'abonnement à la revue Aide-mémoire

Plusieurs possibilités de paiement :

- Via notre site web www.territoires-memoire.be/membre
- Par virement sur le compte **BE14 0682 4315 5583**, en indiquant **Membre** et vos coordonnées en communication.

À l'accueil de La Cité Miroir

place Xavier-Neujean 22 à 4000 Liège

10 € par an, **5 €** pour les moins de 26 ans
carte valable du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

TERRITOIRES MÉMOIRE
CENTRE D'ÉDUCATION
À LA RÉSISTANCE ET À LA CITOYENNETÉ

Bld de la Sauvenière 33-35 Tél. +32 (0)4 232 70 60
B-4000 LIÈGE Fax +32 (0)4 232 70 65

CON TACT
Stéphanie Reynders,
coordinatrice Gestion des Ressources financières

04 232 70 06
grf@territoires-memoire.be
www.territoires-memoire.be

Appel à créations

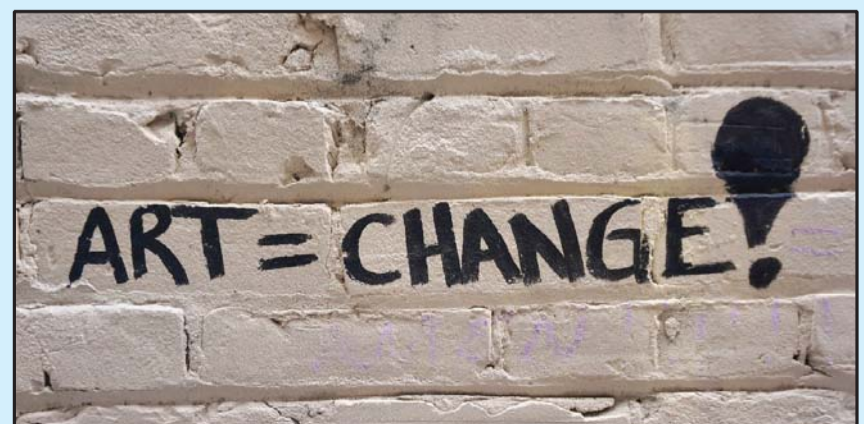
Artistes en herbe ou de longue date, peintres, photographes, poétesses et poètes, collagistes... quel que soit votre moyen d'expression, Les Territoires de la Mémoire ont besoin de vous !

En mai 2021, la Cité Miroir accueillera l'exposition « Mémoires & Résistances » qui présentera, entre autres, le fruit d'une récolte de paroles de plusieurs mois sur les résistances contemporaines. Dans ce cadre, les Territoires de la Mémoire lancent un appel à créations autour de la question « Pour toi, résister aujourd'hui, c'est quoi ? ».

Si cette question vous inspire, contactez-nous via l'adresse pedagogique@territoires-memoire.be et envoyez-nous votre création (ou une photo de celle-ci) avant le 15 février 2021.

N'oubliez pas de mentionner vos coordonnées et de nous expliquer l'intention de votre démarche et nous reviendrons vers vous rapidement ! Toutes les formes de créations, tous les styles et toutes les idées sont les bienvenues... Votre œuvre trouvera peut-être sa place dans notre exposition !

Des questions ? N'hésitez pas à nous contacter via l'adresse ci-dessus !



Coronavirus : Les Territoires de la Mémoire exigent de la proportionnalité dans les interventions policières

L'actualité quotidienne évoque des interventions policières pour contrôler le respect des règles sanitaires destinées à lutter contre la pandémie de coronavirus. Sans se prononcer sur les cas particuliers, les Territoires de la Mémoire s'associent à l'initiative du Centre d'Action Laïque : l'association tient à exprimer sa vive préoccupation face à la perte de confiance croissante de la population à l'égard de la force publique.

Cette confiance dépend de la façon d'exercer le monopole de la force dont bénéficie la police. Personne ne doute du besoin que les règles édictées doivent être respectées. Mais la manière et le respect de quelques principes essentiels comptent. La police a un rôle essentiel dans notre société mais, disposant de pouvoirs importants (droit d'arrestation et de contrôle...), il est normal que son action respecte un cadre légal strict.

Il en va ainsi de la proportionnalité de l'usage de la force qu'il convient d'assurer en toutes circonstances. Si les réactions policières apparaissent disproportionnées, c'est la légitimité de l'État qui est mise en cause. Et par ricochet, la stratégie de la lutte contre la pandémie. Plus que jamais, l'exemplarité des forces de l'ordre est nécessaire, en particulier de la part d'un État qui, à certains égards, donne l'impression de faire constamment la leçon aux citoyens : « Soyez sages et vous pourrez aller chez le coiffeur ».

Les Territoires de la Mémoire en appellent à la responsabilité de tous les acteurs, en ce compris des acteurs politiques. Ils regrettent le mutisme de nombreux responsables, semblant cautionner une violence excessive là où il conviendrait d'en appeler à la mesure : les forces de l'ordre sont avant tout des gardiens de la paix.



Les Territoires de la Mémoire s'inquiètent également du fait que l'inviolabilité du domicile – constitutionnellement établie – apparaisse de plus en plus comme un problème plutôt que comme une garantie essentielle. Ils osent espérer qu'il n'entre dans les intentions de personne de remettre ce principe fondamental en question.

Enfin, le nombre de cas de délation semble exploser. Les Territoires de la Mémoire s'interrogent sur les intentions gouvernementales à ce sujet, en particulier dès lors que la note de politique générale de la ministre de l'Intérieur indique vouloir « donner des impulsions à diverses formes de participation et tirer des enseignements des bons exemples dans le domaine du contrôle

citoyen, de l'aide à la détection, de la médiation de voisinage ou de la participation de citoyens à la prise de décisions politiques. »

Les Territoires de la Mémoire en appellent à la vigilance, n'ayant par ailleurs rien relevé dans les intentions gouvernementales concernant la lutte contre les violences policières. Il y a pourtant matière à réflexion, notamment dans les exigences posées dans le cadre de la formation initiale et tout au long de la carrière des policiers, auxquelles notre association contribue par ailleurs déjà régulièrement avec conviction.



page trois



«Formes des luttes»

Les images qui illustrent ce numéro sont le fruit d'un appel à création lancé à partir de la France par un groupe de graphistes, artistes, illustrateur·trice·s, et intitulé « Formes des luttes ».

Leur objectif : apporter leur soutien à la défense des services publics et plus particulièrement au secteur de la santé. Ils dénoncent la marchandisation effrénée des services humains les plus essentiels, ceux qui soignent et qui engagent notre quotidien, notre vie et notre mort, et ce dès avant la crise sanitaire que nous traversons. Nous publions ici une sélection d'images pour relayer leur démarche dont les fondements peuvent largement trouver à s'appliquer en Belgique également.

Vous pouvez retrouver toutes ces images sur le site www.formesdesluttes.org. Elles peuvent être utilisées gratuitement. N'hésitez donc pas à en faire un usage libre pour marquer votre solidarité avec les personnels soignants et, de manière générale, les services publics.

« La santé en lutte » est un mouvement aux revendications similaires, apparu en Belgique depuis plusieurs mois. Vous trouverez une présentation complète de ce mouvement composé de membres de personnel hospitalier sur www.lasanteenlutte.org et sur Facebook :



« Nous sommes infirmier·e·s, sages-femmes, brancardier·e·s, aides-soignant·e·s, médecins, personnel de la lingerie, de la restauration, de l'entretien ménager, technicien·ne·s, secrétaires, laborantin·e·s, ambulancier·e·s, patient·e·s, etc. Nous sommes également citoyen·ne·s et désireux·ses d'un système de santé basé sur l'humain plutôt que la rentabilité financière. »

La précarité à l'ombre de la crise

Entretien avec Céline Nieuwenhuys

Céline Nieuwenhuys est secrétaire générale de la Fédération des services sociaux (Fdss) et ex-membre du GEES, le groupe d'experts en charge du déconfinement mis en place par Sophie Wilmès d'avril à août 2020.



Armée de son aventure au cœur du GEES (Groupe d'experts chargé de l'Exit Strategy) au plus fort de la crise sanitaire, Céline Nieuwenhuys porte son œil de sociologue doublée d'une femme de terrain sur les mécanismes concrets qui ont relégué les questions sociales au dernier plan. Une analyse sans langue de bois sur quelques (dys)fonctionnements de la machine décisionnelle.

Jenifer Devresse : On parle beaucoup de la « crise sociale » consécutive à la crise sanitaire, et le micro est souvent tendu aux petits indépendants... A-t-on des indicateurs qui permettent d'évaluer cet impact social et d'identifier les publics en difficulté ?

Céline Nieuwenhuys : La Belgique est particulièrement faible en termes de monitoring de la précarité... Pendant la première vague, je recevais tous les quelques jours un rapport extrêmement précis et détaillé sur la santé financière des entreprises. En revanche, rien du tout sur la précarité ! Ni les administrations, ni le cabinet de consultance McKinsey Global Institute n'ont été en mesure de fournir des données, sur comment vont les gens, quelles catégories sont dans le rouge, etc. La précarité est demeurée assez invisible.

Cela dit, on dispose tout de même d'une série d'indices et de chiffres qui confirment ce que toutes les couleurs politiques s'accordent à dire, à savoir que la crise a et aura un impact social majeur. Au niveau des CPAS, les demandes d'aide augmentent de 2 à 3 % par mois – un accroissement considérable quand on sait qu'en Wallonie et à Bruxelles, une personne sur trois vivait déjà sous le seuil de pauvreté avant la crise. On sait aussi que la plupart des personnes touchées par le chômage temporaire sont celles qui étaient déjà dans les catégories de revenu les plus faibles.

Mais le plus frappant est que les services d'aide alimentaire ont vu affluer de nouveaux publics qui n'y avaient jamais eu recours. Des intérimaires, des étudiants jobistes, des flexijobs... Bref tous ces gens



© Atelier Youpi

qui n'ont pas eu droit aux mécanismes d'aide mis en place pour les grandes catégories de travailleurs (indépendants, salariés, etc.), tels que le droit passerelle ou le chômage temporaire. Ici on ne parle pas seulement de l'économie informelle avec ses stéréotypes du travailleur au noir brésilien ou de la femme prostituée, mais bien de tout cette « économie grise », ce marché du travail en pleine expansion qui échappe depuis quelques années aux mécanismes principaux de la sécurité sociale. Avant la crise, on recensait environ 450.000 bénéficiaires de l'aide alimentaire en Belgique. En quelques mois, ce nombre a déjà grimpé autour de 600.000 !

Cependant, ces chiffres reflètent encore mal ce qui se joue, car il y a toujours un « effet retard » : les gens mettent du temps avant de franchir la porte des services d'aide sociale... Soit qu'ils ignorent qu'ils y ont droit, soit qu'ils le savent vaguement mais ne trouvent pas la bonne porte, soit encore qu'ils la trouvent mais abandonnent leurs démarches en cours de route en raison d'une complexité administrative devenue affolante. Ceci explique le taux de non recours énorme qu'on connaît en Belgique : nombre de personnes qui ont droit à une aide sociale n'en sont pas bénéficiaires dans les faits. Une étude menée à Courtrai avant la crise montrait déjà qu'une famille sur quatre qui a droit au revenu d'intégration sociale ne l'obtient pas !

Jenifer Devresse : Ce phénomène de « non recours » signifie-t-il aussi que les aides mises en place par le gouvernement depuis maintenant près d'un an n'atteignent pas forcément leur cible ?

Céline Nieuwenhuys : Le taux de non recours est effectivement en train de gonfler, engendrant de plus en plus de laissés-pour-compte. Parce que l'essentiel des aides accordées pour la masse de ceux qui échappaient aux systèmes d'aide classiques s'est concentré sur les CPAS : 115 millions supplémentaires leur ont été concédés – seulement en juillet toutefois, après grande insistance auprès des gouvernants. De quoi se

réjouir en soi, sauf qu'on n'a pas renforcé les moyens humains ! Certaines antennes CPAS étaient déjà débordées avant la crise et pouvaient à peine consacrer trois minutes à chaque demandeur, au terme d'un délai de rendez-vous de trois semaines... Or on sait que la qualité d'accueil, surtout lors du premier entretien, est déterminante. Avec la généralisation du télétravail, cette qualité d'accueil a quasiment disparu, réduisant l'accessibilité des services à peau de chagrin. Cependant la plupart des mécanismes d'aide que l'État met en place passent invariablement par l'intermédiaire de ces services, laissant une foule croissante de personnes sur le carreau.

Même constat chez Actiris, qui a vu son taux d'inscription au chômage baisser drastiquement dès la fermeture des antennes, lorsque l'inscription est devenue exclusivement digitale. En cause : la fracture numérique, dont on sous-estime souvent l'impact, pensant qu'il suffit d'être équipé d'un smartphone pour être en capacité de réaliser des démarches administratives. Rien n'est plus faux ! D'après une étude de la Fondation Roi Baudouin, 40 % de la population ne trouve pas ce qu'elle cherche sur le Net et n'a jamais réussi à effectuer la moindre démarche administrative via ce biais. Sans équivoque, le taux d'inscription au chômage est resté très important à Woluwé, pendant qu'il chutait à Molenbeek...

L'autre grand volet des aides initiées pour les personnes précaires – contre les avis des experts dont le mien – c'est le renforcement de l'aide alimentaire. Absurde ! En plein confinement, alors que tout est fait pour limiter les déplacements sur le territoire, on propose donc que des centaines de milliers de personnes prennent plusieurs bus et s'amassent en files pendant des heures, parfois avec leurs enfants, pour venir chercher leur colis ! Une aberration qui fait écho au revers essuyé à Singapour : le pays a dû faire face à une énorme deuxième vague de coronavirus, précisément parce qu'il n'avait pas pris soin d'intégrer dans son modèle sanitaire les publics précaires... Et c'est exactement ce qui se passe chez nous aussi. Significativement, rien n'a été mis en place pour les



© Isabelle Jégo



© Anna Soavi

sans-abris, excepté par quelques communes qui ont réquisitionné des chambres dans les hôtels. Résultat : c'est l'humanitaire qui a dû prendre en charge nos populations les plus fragiles ! Notre pays est l'un de ceux où Médecins Sans Frontières a dû intervenir le plus pour gérer les personnes à la rue ou sans papiers.

Jenifer Devresse : Pourtant des alternatives existent...

Céline Nieuwenhuys : Bien sûr ! Au sein du GEES, notre revendication sociale principale n'était certainement pas de renforcer l'aide matérielle, mais plutôt de la transformer en aide financière. C'est la solution unanimement validée par les experts, d'ailleurs appliquée dans n'importe quel pays du Tiers monde confronté à une crise sanitaire. Mais cette option n'a pas été retenue par les ministres, pas plus que nos autres propositions d'ailleurs. De toutes nos revendications pour le social, la seule qui ait abouti a été le budget supplémentaire pour les CPAS. Alors que nous aurions voulu éviter cet intermédiaire...

Une autre alternative, complémentaire de la première, serait d'automatiser les aides comme le revenu d'intégration sociale, c'est-à-dire de les accorder automatiquement à tout le monde. Cela permettrait à la fois de limiter le non recours et d'éviter les coûts exorbitants (notamment en moyens humains) liés à l'examen des dossiers de demande et aux contrôles. Le refus politique d'appliquer l'automatisation, au prétexte d'éventuels abus, est essentiellement symbolique ! D'une part, le coût de ces abus pour la collectivité demeurerait moindre que celui des contrôles, et d'autre part, faut-il le rappeler, les abus s'observent à tous les étages – mais certains sont moins pénalisés que d'autres.

Naturellement, on analyse rarement ces chiffres-là ! On peut tout de même citer une étude récente du Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE), selon laquelle automatiser l'aide médicale urgente serait moins coûteux que d'en contrôler l'accès, les procédures étant extrêmement complexes... D'autant plus qu'*in fine* la prévention coûte moins cher que de rattraper les gens lorsqu'ils ont déjà dégringolé. Comme le disait Christine Mahy [secrétaire générale du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté] récemment, fournir un repas sain par jour à chaque famille demanderait moins de moyens que de fournir des soins de santé aux enfants mal nourris.

De même, il faudrait sérieusement réfléchir à la question du défaut de paiement (des loyers, des fournisseurs d'énergie, etc.) : quand on connaît le prix exorbitant d'une seule nuit dans un logement d'urgence... Empêcher les expulsions serait bien plus économique que de reloger les familles délogées ! De ce point de

vue, les communes et les régions se sont montrées beaucoup plus créatives que le fédéral durant la crise, en proposant l'élargissement de la couverture santé, des moratoires contre les expulsions de logement et les coupures d'eau, de gaz, d'électricité... Mais pourquoi donc n'a-t-on pas prolongé ces initiatives au-delà du 1^{er} septembre ? Il faudrait les maintenir à long terme !

Jenifer Devresse : Au terme de votre expérience d'immersion à la table des décideurs, comment expliquez-vous que les questions sociales aient été à ce point balayées ?

Céline Nieuwenhuys : Il aurait fallu prendre le temps de s'asseoir et de réfléchir à fonctionner autrement. C'était d'ailleurs un peu l'objectif de la Première ministre Wilmès lorsqu'elle a mis en place le groupe d'experts... L'idée était assez novatrice, mais la vérité est que les politiques ne parviennent pas à lâcher leurs mécanismes habituels, encore moins dans un temps record. L'urgence n'a pas arrangé les choses. Tout s'est fait à une vitesse sans nom, sans prendre le temps de s'occuper des contours ou des détails... Honnêtement, c'était sauvage : même pour la mise en place du GEES, rien n'a été discuté ni signé, aucun mandat n'a été défini !

Dès qu'on parle de social, c'est politique. Alors que l'économique est considéré comme neutre.

J'ai vécu quelques mois le rythme effréné que connaissent sans doute les cabinetards : les journées depuis 7 heures du matin jusqu'à passé minuit à enchaîner les réunions, les coups de fil, les interventions médiatiques, à peine le temps de manger... Impossible de rester à l'écoute et attentif aux détails dans un tel rythme ! Très vite, la focale se resserre, tout devient flou sur les

côtés et on se concentre sur le centre. Par ailleurs, je précise qu'aucun des experts du GEES n'était payé pour ce travail. Ce qui est franchement problématique lorsqu'il demande autant d'investissement sur de nombreux mois...

Il aurait fallu tout repenser, mais autant le dire : pour un gouvernement en fin de mandat (à grosse tendance libérale de surcroît) il était hors de question de prendre de grandes décisions qui auraient bouleversé les logiques habituelles. Ce côté « court-termiste », qui est déjà la marque de fabrique du politique au pouvoir habituellement, s'est trouvé exacerbé par la situation de crise. C'est donc une logique hyper pragmatique qui a prédominé : la mission attribuée au GEES était de fixer les modalités du déconfinement, de façon très pratique, avec des étapes et des sous-étapes, amenant des questions du type « faut-il commencer par les écoles ou par les théâtres ? ». On est très loin de la réflexion éthique-sociale-santé mentale que j'aurais souhaitée... Et dans ce type de vision, la problématique de la précarité n'a clairement pas sa place.

Bien entendu la composition même du groupe d'experts était problématique, et de ce point de vue son successeur, le Ceval (Cellule évaluation dans le cadre de la lutte contre le coronavirus), ne vaut guère mieux, à part une vague représentation pour les questions de santé mentale... Une différence toutefois : à présent, les lobbies sont directement autour de la table. Ça a le mérite d'être clair. J'ai pu observer avec netteté ce que signifie un système politique politicien : oui, les dirigeants s'intéressent aux détails. Mais seulement de ceux qui leur servent. Ainsi les discussions autour de la table se sont montrées intenses, des heures durant, sur les courses hippiques ou le circuit de Spa-Francorchamps. Des détails pour moi, mais pas pour eux...

On a parfois tendance à fantasmer ce qui se passe dans les hautes sphères, mais vu de près on déçoit. Non pas que nos dirigeants soient incapables, mais ils connaissent en général très peu leurs dossiers et ne s'intéressent majoritairement qu'à ce qui concerne leurs propres sphères d'intérêts. De tous les rapports que nous leur avons remis, je pense que beaucoup ne les ont même pas lus, à part tel ou tel chapitre qui les concernait directement. Cela explique sans doute que tout du long, chaque semaine, je revenais inlassablement avec les mêmes revendications, mais qu'aucune n'a été prise en compte ni même discutée. Il a fallu que je sorte dans la presse pour que les ministres se

penchent enfin sur cette partie « social - santé mentale » du rapport.

Jenifer Devresse : Ces déficiences que vous dénoncez ne témoignent-elles pas aussi d'une méconnaissance des conditions de vie réelles d'une bonne partie de la population ?

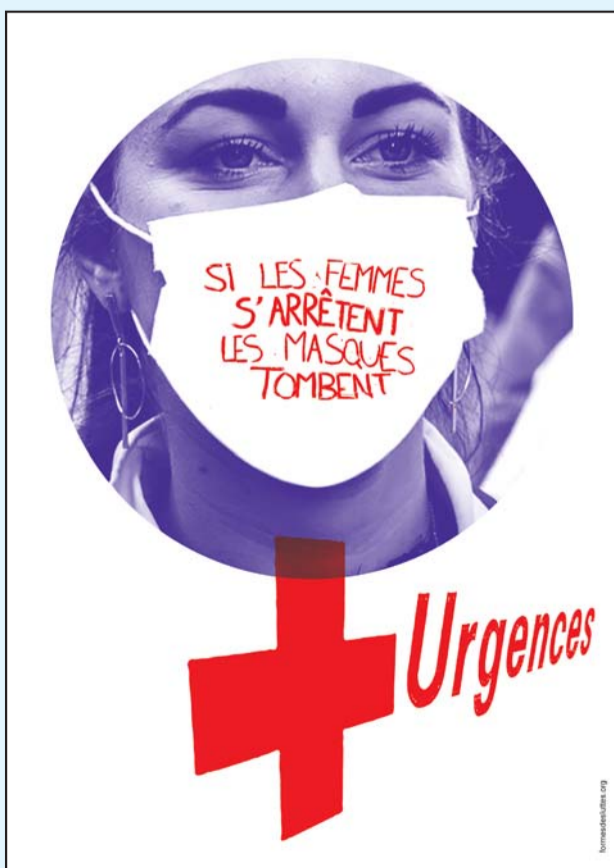
Céline Nieuwenhuys : La plupart des politiques au fédéral ne mesurent absolument pas ce que vivent les gens (c'est un peu moins vrai aux niveaux communal et régional). Ils n'ont par exemple aucune idée de ce que c'est de vivre avec 950 euros par mois à Bruxelles, ou de devoir aller chercher un colis alimentaire... et de le manger, avec des enfants qui réclament de la bolognaise. Comment le sauraient-ils ? Si je n'avais pas connu le terrain en tant qu'assistante sociale, je pense que je ne le réaliserais pas non plus.

Déjà en temps normal, la pauvreté est cachée, honteuse. Alors en confinement, il est d'autant plus facile de nier cette réalité, qui n'est plus perçue que par des chiffres. Si actuellement je ne traversais pas mon quartier de Schaerbeek à vélo ou à pied, je n'aurais pas vu non plus ces dames âgées fouiller les poubelles, je n'aurais pas entendu ces bastons au sein d'une famille avec deux petits bouts confinés dans un 30 mètres carré... Mais j'ai vu. J'ai vu ce que je n'avais jamais vu auparavant. Ceux qui sont au sommet n'ont pas l'occasion d'être traversés par cela. Parce que savoir en théorie est une chose, ressentir et vibrer en est une autre.

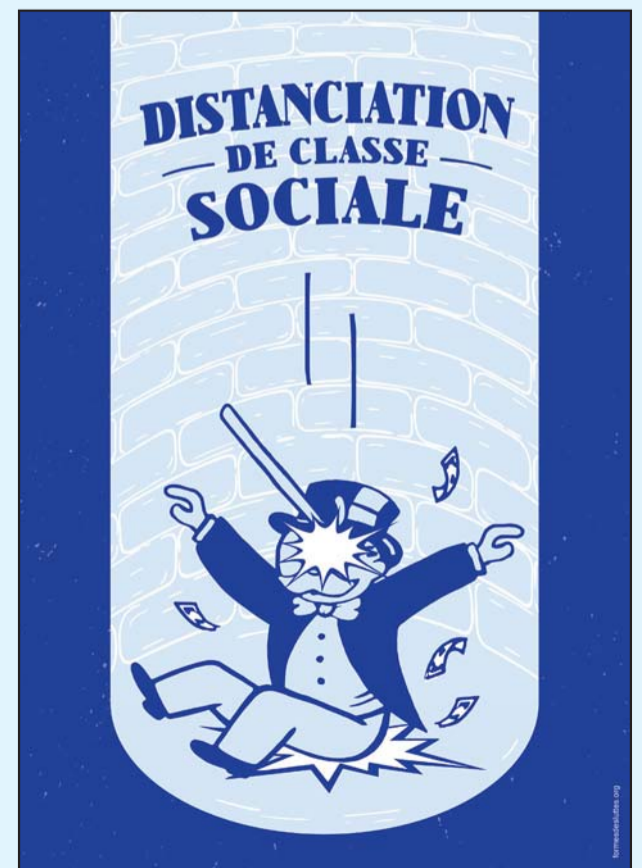
Cette méconnaissance de la précarité se marque aussi dans la communication fédérale. Parmi nos revendications sans lendemain, il y avait cette idée de distribuer chaque semaine un flyer toute-boîtes résumant les mesures, en plusieurs langues, avec des pictogrammes... Même pour une personne francophone ou néerlandophone très informée, il n'était pas toujours évident de respecter des mesures sanitaires aussi complexes, floues, changeantes voire contradictoires. Mais de ce côté non plus, rien n'a été fait. Résultat, certaines familles sont restées complètement enfermées, sans sortir de chez elles pendant plus de six semaines, n'étant pas certaines de ce qu'elles pouvaient faire ou non et ne pouvant pas se permettre de risquer une amende...

Jenifer Devresse : Quand avec la crise « les pauvres » dépassent 20 % de la population, les invisibles ne deviennent-ils pas (un peu) plus visibles ?

Céline Nieuwenhuys : On ne pourra en tout cas plus faire croire que si les gens sont pauvres, c'est parce qu'ils ont un poil dans la main. Jusqu'à maintenant, nous avions un État social actif qui avait poussé très loin la logique individualiste du « Yes, you can ! ». Avec cette crise, nous sommes au contraire amenés à prendre une responsabilité collective... Cela marque peut-être le début d'un changement de paradigme où l'on sortirait enfin de cette vision individualiste et culpabilisante de la précarité.



© Sebastien Marchal



© Anna Franil

Ce tableau sombre aurait pu montrer que, en effet, certaines franges de la population sortent du cadre, en sont *exclus*. Rappelons à cet égard qu'étymologiquement, « exclusion » vient du latin *excludere* qui signifie faire sortir. « Les exclus sont en effet des citoyens sortis, plus ou moins *manu militari*, du cercle de la protection sociale, cercle désormais fermé, *numerus clausus*². » L'expression « exclusion sociale » remonte quant à elle aux années 80 qui voient l'arrivée au pouvoir de Thatcher et Reagan. Ce changement de cap politique marque aussi le début de l'hégémonie du néolibéralisme qui va se caractériser par la suprématie de TINA (« Il n'y a pas d'alternative »). Et pour qu'il n'y ait pas d'alternative, il faut bien évidemment qu'il n'y ait pas de choix et partant pas de conflit. « Exclusion sociale » et « exclus » désignent alors ce phénomène et ces catégories de la population

Les « dominés », les « opprimés », les « exploités » ont dû céder la place aux « exclus ».

Et c'est ainsi que les « dominés », les « opprimés » voire les « exploités » ont dû céder la place aux « exclus ». Ce glissement sémantique, ce *language shift* (« conversion linguistique »), est tout sauf anecdotique. Tout d'abord, il semble manifester un refus de certains termes, par exemple marxistes, et de la grille de lecture que ceux-ci pourraient induire. En d'autres termes, il rend invisible la lutte des classes et l'accroissement de l'appauvrissement. Ensuite, il est intéressant de remarquer que, conceptuellement, lorsqu'il est question des conditions de vie de ces catégories de population, il serait plus adéquat de parler de l'appauvrissement de la population plutôt que de la pauvreté (quand on en parle en ces termes évidemment). La pauvreté est en effet un état (propice à un phénomène de naturalisation), tandis que l'appauvrissement est le résultat d'une action.

Des années 80, nous voici aujourd'hui avec un virus et une crise sanitaire... qui au passage est moins une crise sanitaire qu'une crise du mode de gestion néolibéral des soins de santé.

Le virus entraîne avec lui une mise à l'arrêt partielle de l'économie et le maintien bon an mal an de la société grâce aux métiers essentiels, pensons bien évidemment au secteur des soins mais aussi aux facteurs, aux travailleurs des supermarchés, aux routiers, sans oublier les éboueurs, qui tous ont veillé précisément à ce que les soins, l'approvisionnement alimentaire, le transport, les services de propreté, les services publics et la production industrielle puissent être maintenus. Or, ces métiers soudainement révélés, prisés et jugés essentiels par toutes et tous sont pour la plupart des métiers dont le salaire horaire oscille

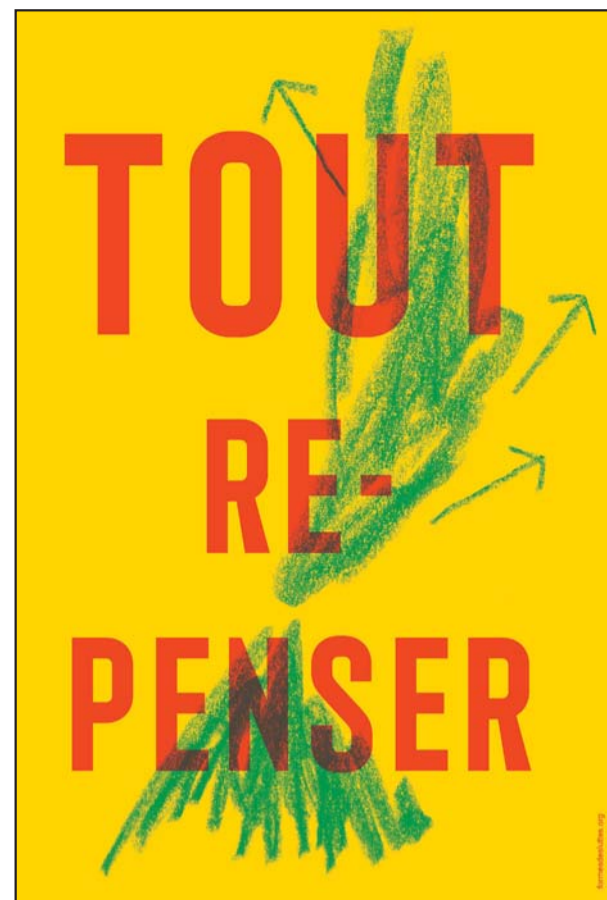
entre 9,93€ et 15,26€ de l'heure alors que, selon les estimations basées sur le coût de la vie par la FGTB, un salaire minimum de 14€ de l'heure (2.300€ brut par mois) constituerait le seuil salarial minimum pour pouvoir mener une vie digne. En somme, un métier essentiel plein de sens mais qui ne nourrit pas. À côté de cela, le virus et le ralentissement de l'économie ont mis de nombreux travailleurs au chômage temporaire (avec des allocations de chômage majorées à 70%

– mais 70% de trois fois rien, cela fait peu). Ajoutons à cela le fait que les contrats précaires ont été les premiers à être stoppés net (intérimaires journaliers, étudiants jobistes, sans oublier les artistes). La demande de colis alimentaires explose et les demandes d'aide au CPAS sont telles qu'ils ne savent plus où donner de la tête.

Bref, ce qui pouvait par le passé être caché voire édulcoré, passé sous silence ou rendu invisible est devenu incontournable : les inégalités

dans notre société sont criantes et le virus les accroît. Au-delà des applaudissements, des mesures devraient s'imposer. Une étude menée par la mutualité socialiste montre que le virus ne sévit pas aveuglément : la surmortalité touche beaucoup plus les personnes appauvries parce que leurs conditions de vie sont largement moins bonnes que celles des nantis, dans des logements exigus dont la promiscuité renforce le risque de propagation du virus³. Ou aussi parce que ces personnes sont plus isolées ou ont une santé tout simplement plus précaire parce qu'elles vont moins souvent chez le médecin ou sont malades sans le savoir (et donc sans se soigner). Enfin, ces catégories de personnes, lorsqu'elles ont un emploi, ne disposent généralement pas de la possibilité de recourir au télétravail, devenant ainsi de la chair à canon et s'exposant beaucoup plus aux gouttelettes du virus (d'autant plus que les mesures de protection n'ont pas nécessairement été respectées par tous les employeurs). Par ailleurs, lorsque le salaire est faible et que les symptômes du virus surgissent, certains travailleurs, par peur de la perte de revenus et de l'appauvrissement, préfèrent se rendre au travail malgré tout. Des témoignages qui nous feraient remonter au XIX^e siècle. Tout cela sans compter qu'à l'occasion du deuxième confinement, l'instauration d'un couvre-feu (déjà tout un programme qui rappelle une sombre période !) a également rappelé à tous l'existence de populations laissées pour compte, notamment les « sans- » (sans-abris, sans domicile fixe).

Enfin, la gestion de l'apparition du virus a également mis en lumière les fondements du mode



© Anne Desrivieres

de fonctionnement néolibéral par excellence : « un catéchisme moralisateur et dépolitisé⁴ » où tout le monde aurait le choix de faire précisément les bons choix (ce qui est faux), et que si certains n'y parviennent pas, ce ne peut être que de leur faute⁵.

Mais ce qui a été rendu invisible pendant des décennies ne pénètre pas nécessairement les esprits du cénacle politique, même une fois mis en lumière. Ainsi, lorsque la ministre de l'Intérieur évoque la règle de quatre contacts à respecter, elle ajoute immédiatement que cette règle nécessite un accès immédiat au jardin afin de ne pas circuler dans les pièces pour le rejoindre⁶. Elle semble ainsi partir du principe que tout le monde dispose d'un tel espace alors que des millions de personnes en Belgique n'ont tout simplement pas de jardin et subissent quotidiennement la promiscuité (à 5 sur 60m², le combat contre le virus est inégal).

Dans un monde idéal, il serait « temps de réévaluer les métiers en fonction de leur utilité réelle pour la société, car les personnes les plus rémunérées ne sont pas les plus utiles à la société »⁷. Et au-delà de ces boulots de merde et de la dénonciation des *bullshit jobs*, une véritable revalorisation salariale des plus bas salaires s'impose si la société ne veut pas voir les personnes appauvries tomber dans l'isolement et le ressentiment, des passions tristes peu propices au réenchantement de la démocratie.



© Clément Buee

1 Frank LEPAGE, *L'éducation populaire, Monsieur, ils n'ont pas voulu...*, Cuesmes, Éditions du Cerisier, 2007, p. 41.
 2 Michel GHEUDE, « Exclusion », in Pascal DURAND (dir.) *Les nouveaux mots du pouvoir*, Bruxelles, Aden, 2007, p.214.
 3 Didier WILLAERT, « Oversterfte door COVID-19 bij leden SocMut », *Socialistische Mutualiteiten*, Septembre 2020. <https://corporate.devooorzorg-bondmoyson.be/pers-onderzoek/onderzoek/oversterfte-door-corona/>
 4 Gilles PINSON, *La ville néolibérale*, Paris, PUF, 2020, p.122.
 5 Ndlr : Ceci en vertu du principe néolibéral selon lequel une société n'est pas une construction mais une génération spontanée et naturelle résultant des choix individuels et libres posés par chacun. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'il faut entendre la célèbre sentence de Margaret Thatcher : « There is no such thing as society ».
 6 https://www.rtf.be/info/belgique/detail_coronavirus-en-belgique-la-regle-des-4-necessite-un-acces-direct-au-jardin-declare-annelies-verlinden?id=10641723&fbclid=IwAR16Mf8OxLM7ZfkP-5-SREFsq3rwYVfD-YFmkBC3w9Z4GGe4GlxLBO8n45s.
 7 Aurore LALUCQ, *Reconquête. Au nom de l'intérêt général*, Paris, Éditions des petits matins, 2020, p.64.

Plus que jamais, nom d'un chien !

Quelques questions à Julien Dohet et Olivier Starquit, auteurs de *La bête a-t-elle mué ? Les nouveaux visages de l'extrême droite* (Liberté j'écris ton nom, 2020) : décryptage de l'extrême droite en quelques grands thèmes.

Continuité

Aide-mémoire : Si un réflexe courant lorsque l'on évoque l'extrême-droite est de se tourner vers le nazisme, vous rappelez dans la première partie de l'ouvrage, que cette idéologie préexistait bien au régime nazi...

Julien Dohet : Nous avons effectivement voulu montrer que l'extrême droite était une vision du monde, de l'organisation de la société, qui n'était pas apparue dans la période de l'entre-deux guerres. À cette période, c'est une forme spécifique de ce courant qui va apparaître : la forme fasciste et son discours dit de « troisième voie » ainsi que le recours à des milices en uniforme, le bras droit tendu... Mais un courant politique et philosophique qui rejette les Lumières et son ancrage politique via la Révolution française est antérieur et remonte à 1789 qui est réellement un tournant majeur. Au-delà d'éléments formels se modifiant avec le temps ou selon les courants et de manière plus ou moins importantes, l'extrême droite se caractérise par un rejet de l'égalité au profit d'une société régie par des « lois naturelles » basées sur l'inégalité hiérarchisée. Ce darwinisme social entend donc affirmer que les inégalités sont liées à la nature et que tenter de les modifier entraîne donc la fin d'une société car on ne peut aller contre la nature.

Nouvelle Droite

Aide-mémoire : Vous consacrez de nombreux passages à la Nouvelle Droite dont on entend finalement peu parler dans les médias traditionnels. Or, on constate que cette mouvance idéologique s'incarne dans des courants et personnalités politiques qui prennent de plus en plus de place...

Olivier Starquit : Sous l'appellation « Nouvelle Droite », il faut entendre ce travail idéologique visant à dédramatiser, si pas des partis, du moins des thèmes, des idées et de la rhétorique d'une extrême droite qui refonde son discours à cette époque, modifiant un racisme ethnique en un racisme culturel, continuant un travail de sape sur la relativisation de la période des années 20-40 passant par une mise au même niveau « des extrêmes », ou pervertissant la notion de racisme via le concept de « racisme anti-blanc ». En France, cela se manifeste autour d'une personne, celle d'Alain de Benoist, et d'un mouvement, le GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne). Plus récemment, Ico Maly, dans son ouvrage *Nieuw Rechts*, analyse la nouvelle déclinaison de la Nouvelle Droite au 21^e siècle et retrace l'arbre généalogique intellectuel des droites et les reconfigurations en cours pour cerner ces « nouvelles droites » entre permanence et changement. Il s'attarde également sur les méthodes de communication numériques innovantes qu'elles développent et qui expliquent une partie de son succès. Pour la Nouvelle Droite, le monde actuel est dans une crise profonde, en déclin et en proie à la décadence. Ils pensent aussi qu'une période dorée va surgir, à savoir une renaissance, celle d'un nouvel ordre mondial qui ne repose pas sur les droits humains universels – ce que représentaient les Lumières dans leur acception initiale – mais qui comprend des groupes humains organiques et homogènes sur le plan culturel. Cette constellation est un phénomène idéologique polycentrique, transnational, fortement ancré dans la structure économique et numérique globale et néolibérale (FPÖ, AfD, Front national, British National Party, UKIP). En effet, la structure, la culture et l'idéologie de la Nouvelle Droite sont le produit de la numérisation et de la mondialisation. Pour le dire autrement, ce mouvement est un phénomène multiple, varié, organisé en réseau, rhizomatique et est un avatar numérique du combat contre les Lumières

Julien Dohet : Si la Nouvelle Droite est née en France à la suite et en réaction à mai 68, elle influencera rapidement idéologiquement l'extrême droite au-delà de la sphère francophone avec son concept de « métapolitique ». Ce concept vise à ce qu'en dehors de l'action politique proprement dite se théorise et se diffuse un mode de pensée transversal s'appliquant à tous les domaines du savoir afin de proposer une vision du monde cohérente.

Le travail politique et idéologique de la Nouvelle Droite est également passé par une « dédramatisation » et une infiltration de la droite pour diffuser ses concepts et préparer ainsi la reconquête.

Particularité : les Lumières

Aide-mémoire : Vous rappelez combien le discours d'extrême droite revient systématiquement sur un rejet des Lumières, avec un point d'attention sur la question de la rationalité. En quoi cette question de l'héritage (malmené) des Lumières est une pierre d'achoppement sur le terrain de la lutte antifasciste ?

Julien Dohet : L'extrême droite ne joue pas forcément sur les arguments rationnels. Si on prend la question de l'immigration et du « complot étranger », elle ne s'embarrasse nullement d'être sur des chiffres corrects. Elle joue essentiellement sur les sentiments, les apparences. Et cela dans une forme de cohérence vu que, pour elle, tout est naturalisé. Ainsi ce ne sera jamais les conditions de vie et de travail dans lesquels sont mis les immigrés qui vont expliquer les différences visibles, y compris au niveau de la misère, de l'alimentation, d'une éducation différente... mais leur nature même ! Dans ce cadre, la diffusion d'informations fausses ou tronquées tournant en boucle créent une réalité alternative, renforcée par certains médias, qui fait que des arguments uniquement rationnels ne suffisent pas à démonter le discours tenu.

Olivier Starquit : Le discours anti-Lumières s'attaque et s'oppose à tout ce que défendent les Lumières radicales – les droits universels, la démocratie, la raison, la révolution et le bonheur de l'homme – comme « étant du ressort de la décadence et du déclin¹ ». Et cette attaque se fait précisément à un moment où une version affaiblie et édulcorée des Lumières est souvent évoquée par les partis traditionnels, ainsi, « dans le discours actuel, les Lumières sont présentées comme un projet accompli: on est passé de droits et de lutte politique à des valeurs et à leur conservation² ». Ce glissement de droits à conquérir vers des valeurs à conserver n'est pas anodin car il supprime par conséquent la dimension politique et émancipatoire des Lumières et induit une certaine dépolitisation de celles-ci : difficile d'y recourir et de s'appuyer sur elles pour lutter contre la pauvreté et contre les inégalités, par exemple. Cette démonétisation fait que l'élite politique va continuer d'utiliser le jargon propre aux Lumières mais avec un contenu qui, lui, est devenu fondamentalement différent. Les mouvements d'extrême droite peuvent alors aisément s'engouffrer dans les brèches créées par ce double discours, tout en veillant à ne pas s'opposer frontalement aux structures de pouvoir existantes mais en exploitant les contradictions internes des idéologies dominantes pour recadrer leurs notions et idées.

Stratégie pour contrer

Aide-mémoire : Vous citez cette phrase de George Orwell : « Quand l'extrême droite progresse chez les gens ordinaires, c'est d'abord sur elle-même que la gauche devrait s'interroger » et rappelez les trois grands axes de lutte contre l'extrême droite au travers du triangle rouge. Pourriez-vous nous brosser à grands traits ce qu'il convient selon vous de proposer ?

Olivier Starquit : La citation de George Orwell souligne le fil rouge de ce livre, à savoir que l'extrême droite n'est forte que de nos faiblesses. ET le pari effectué par les partis sociaux-démocrates, après la chute du Mur de Berlin, d'accompagner le néolibéralisme plutôt que de s'y opposer s'est avéré être un échec cuisant. Ce pari envisagé était peut-être celui qui tendait à penser que les classes ouvrières, même abandonnées, seraient acquises pour toujours. Mais les résultats électoraux ont montré que ces classes se sont réfugiées majoritairement dans l'abstention. Or, la défaite de l'extrême droite ne passera que par l'inclusion des laissés-pour-compte dans un autre modèle socio-économique. Un modèle socio-économique qui lutterait notamment contre le libre-échange et défendrait une extension des services publics, qui exigerait un accueil de qualité des demandeurs d'asile tout en remettant en



cause les facteurs structurels qui provoquent l'émigration et partiraient à la conquête d'une démocratie réelle. Cette lutte contre l'extrême droite s'articulerait autour de trois axes politiques fondamentaux : l'opposition au néolibéralisme, la bataille contre le durcissement autoritaire de l'État, la lutte contre la xénophobie et le racisme. Par conséquent, au lieu d'abandonner les classes populaires à leur triste sort, la social-démocratie serait peut-être mieux inspirée si elle laissait tomber sa posture moralisatrice et allait retrouver ce peuple perdu.

Julien Dohet : En ce qui concerne le triangle rouge, une bonne synthèse serait de dire que la lutte contre l'extrême droite s'articule autour de

trois plans principaux que l'on doit utiliser avec plus ou moins d'importance et d'intensité selon les circonstances et les besoins tactiques³. Il y a tout d'abord l'éducation et la formation. C'est celui qui est le plus développé et qui fait consensus depuis 40 ans. Force est cependant de constater qu'à lui seul il est insuffisant. Le deuxième plan est celui développé ci-dessus par Olivier, à savoir la question socio-économique. Comme nous l'avons dit, l'extrême droite à une vision du monde basée sur l'inégalité. Elle est donc comme un poisson dans l'eau au sein d'une société inégalitaire. À l'inverse, elle ne réussit jamais à se développer dans une société marquée par une forte égalité socio-économique. Les initiateurs du pacte social de 1944 l'avaient d'ailleurs parfaitement compris. Enfin, le troisième plan est celui de la lutte effective non seulement contre les idées mais aussi contre les structures et les militants d'extrême droite. Il s'agit de renouer avec la tradition d'auto-défense antifasciste et de reconnaître le caractère violent de l'extrême droite et de la nécessité de s'y opposer. Cela passe par des opérations d'action directe et d'occupation de l'espace public. Ou, pour être plus précis, d'empêcher l'extrême droite d'occuper cet espace. La lutte contre l'extrême droite se doit donc d'être plurielle et surtout offensive.

Femmes

Aide-mémoire : On peut avoir le sentiment, quand on s'intéresse à l'extrême droite, d'une thématique et d'une dynamique très masculines (sans vouloir tomber dans l'essentialisme). Peut-être cette impression est-elle erronée... Avez-vous un avis là-dessus ? Quelle place ont les femmes dans le paysage de l'extrême droite aujourd'hui ? En tant qu'actrices, partisanes, en tant que sujets dans l'idéologie d'extrême droite et en tant qu'opposantes ?

Olivier Starquit : S'il y a bien un invariant gravé dans le marbre idéologique de l'extrême droite, c'est celui de la place qu'elle réserve à la femme ; à savoir à la cuisine et à l'éducation des enfants, donc les femmes sont les premières visées et devraient par conséquent être les premières au front.

Julien Dohet : Dans son discours actuel l'extrême droite met parfois les femmes en avant (jusque dans sa structure, pensons à Marine Le Pen ou sa nièce Marion Maréchal) voire parle d'un féminisme « national » ou « identitaire » qui agirait en défense des acquis des dernières années, menacés par l'islam. Ce discours s'appuie également sur une valorisation du rôle traditionnel de la femme comme épouse et mère. Et bien entendu en opposition aux revendications LGBTQI+ et contre l'avortement. Derrière un vernis pseudo-féministe, on retrouve donc rapidement la vision traditionnelle de l'extrême droite. Une vision contre l'émancipation réelle des femmes

¹ Ico MALY, *Hedendaagse Antiverlichting*, Berchem, EPO, 2019, p. 13

² Idem, p. 50

³ Voir à ce sujet Julien DOHET, « Les trois fronts de l'antifascisme » in *Agir par la culture* n°59 de l'automne 2019, pp.25-27 <https://www.agirparlaculture.be/les-trois-fronts-de-lantifascisme/>

FLEXIBILITÉ ET CRÉATIVITÉ



UN JOUR À L'ÉCOLE

UN AUTRE À LA MAISON



TRAVAILLER AVEC UN TABLEAU

OU TRAVAILLER EN VISIO



COMMENT ON SE CONNECTE ENCORE À CE TRUC?

SALOOPERIE DE PROGRAMME DE M...

BONJOUR M'SIEUR! VOUS SAVEZ QUE VOUS ÊTES CONNECTÉ?

CONTRARIÉTÉ

Fifi 2020

ÉVOLUTION ET ADAPTATION

AVANT LA PANDMÉIE, LES ÉTUDIANTS RESSEMBLAIENT À ÇA.



MAINTENANT ILS SONT DEVENUS TOOT PLATS ET PIXEUSÉS



BONJOUR M'SIEUR

DÉSOLÉ J'AI RATE L'BUS

JOUR M'SIEUR!

BONJOUR, ÇA VA? VOUS AVANCEZ DANS VOTRE BOULOT?

HEU OUAIS

J'AI OUBLIÉ DANS L'BUS

PAS TROP NON

FIN DE JOURNÉE JE FERMAIS LA PORTE À CLÉ



AU REVOIR M'SIEUR

MAINTENANT JE FERME JUSTE MON ORDINATEUR.

VOILÀ! JOURNÉE TERMINÉE

C'EST BEAU L'ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE

Fifi 2020

INNOVATION ET TECHNOLOGIE



C'EST NORMAL FAUT TÉLÉCHARGER LA NOUVELLE APPLI!



QUELLE NOUVELLE APPLI?

MAIS OUI! J'SUIS BÊTE!

J'VAIS FAIRE ÇA!!



C'EST LA RÉPONSE À TOUT DU MOMENT.

BON! VA D'ABORD FAUDOIR QUE JE TÉLÉCHARGE UN NOUVEAU PROF!

Fifi 2020

CONFINEMENT



J'ARRIVE PAS À TRAVAILLER. JE PARTAGE MA CHAMBRE AVEC MON PETIT FRÈRE...



...BOF, J'AI PAS TROP LE MORAL C'EST DUR D'ÊTRE COINCÉE CHEZ SES PARENTS, JE SUIS DÉMOTIVÉE...



À PARTIR DE LA SEMAINE PROCHAINE ON POURRA RETOURNER EN CLASSE, ÇA VOUS TENTE?



TU PARLES D'UN RETOUR EN CLASSE.

OUAIS! SUPER! ON SERA LÀ!!

Fifi 2020

La Bibliothèque George Orwell présente

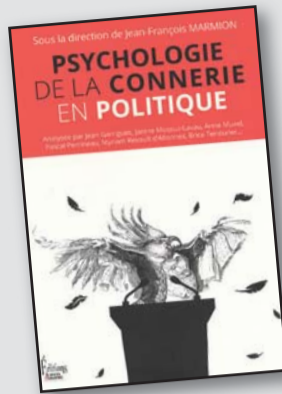
Par Tamara Hannay, libraire,
et Michel Recloux, bibliothécaire

▼ = coup de cœur

▼ Jean-François Marmion (dir), *Psychologie de la connerie en politique*, Racine, Ed. Sciences Humaines, 2020

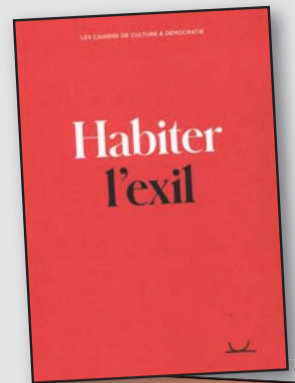
Ce livre n'est pas un bêtisier (il y a les émissions télé du jour de l'An pour cela). Il n'est pas non plus un pamphlet contre la politique. Ni les élu-e-s, ni les électeur-trice-s ne sont exempt-e-s de connerie. C'est un livre qui remet le doute à l'honneur, car « si inconfortable soit-il, le doute est un privilège. Le pire ennemi de la connerie » (p.17) En guise de mise en bouche, quelques titres de chapitres : « L'Art (politique) de passer pour un con », « La plainte des rois fainéants », « Les sondages : révélateurs ou créateurs de connerie ? », « Les Gilets jaunes : beaufs ou révolutionnaires ? », « Donald Trump, est-il vraiment le pire ? »...

Et ne ratez pas le numéro 331 de la revue *Sciences Humaines* de décembre 2020 consacré à « la connerie décryptée : conneries sans frontières, à tous âges, en amour, en politique, sur les réseaux sociaux... »



« Habiter l'exil », *Les Cahiers de Culture et Démocratie*, n°9, 2020

Actes du colloque co-organisé avec PointCulture, le Centre Librex et le CBAI le 11 octobre 2019 (cette époque où l'on pouvait se retrouver à plusieurs et sans masque), pour écouter et réfléchir sur les migrations et les camps, sur comment modifier notre imaginaire de l'exil pour (re)devenir hospitalier. Illustré des dessins réalisés pendant les conférences par quatre membres du Medex (Le Musée éphémère de l'exil).



Arnaud Zacharie, *La transition écologique et sociale, pour une prospérité soutenable et partagée*, CAL, Liberté j'écris ton nom, 2020

La pandémie de Covid-19 bouleverse le monde. Notre monde d'avant était insoutenable écologiquement, inégalitaire dans tous ses aspects et en récession démocratique, allons-nous repartir sur les mêmes bases ? Ne devrions-nous pas profiter de cette crise comme d'un levier pour un changement durable, égalitaire et démocratique ? Analyse et propositions d'Arnaud Zacharie pour une mondialisation bonne pour tous.



▼ « La chair du politique » in *Sensibilités, histoire, critique & sciences sociales*, n°7, août 2020, 175 p.

« L'insensibilité et la promotion de l'insensibilité sont politiques. À quoi sans relâche, il faudra opposer la défense d'une conception exigeante, joyeuse, généreuse, commune et égalitaire du savoir, de l'art et de l'éducation. »

Ce numéro de la revue *Sensibilités* aborde le thème des affects en politique, la question de la place des émotions dans l'engagement politique, ce que le sensible fait au collectif : comment sont travaillés les clivages ? Qu'est-ce qui tisse les solidarités ? Comment se déploient les élans ? Cette revue, exigeante, ne s'éloigne pas du présent et propose à la fois des articles de recherche (souffrance et bonheur chez les féministes...) et des comptes-rendus d'expériences (Nuit debout, la préZIZidentielle de 2017).



▼ Zetkin Collective, *Fascisme fossile : l'extrême droite, l'énergie, le climat*, La Fabrique, 2020

Mais que peut bien proposer l'extrême droite quand elle parle d'écologie ? Certainement pas un développement durable et du bien-être pour tous les habitants de la Terre. Non, son *green washing* est identitaire, nationaliste, climato-sceptique. Le plus grand risque, dans ce climat « collapsologique », c'est qu'un fascisme fossile apparaisse et impose de manière autoritaire - totalitaire ? - un statu quo énergétique qui nous conduirait droit dans un monde apocalyptique.



Samuel Boussion, Mathias Gardet et Martine Ruchat, *L'Internationale des républiques d'enfants, 1939-1955*, Anamosa, 2020

Un pavé écrit mais aussi illustré et même sonorisé (sur le site de l'éditeur), qui va faire pâlir toutes celles et ceux qui s'intéressent aux pédagogies alternatives (Freinet, Montessori etc). Il raconte l'histoire des « républiques d'enfants », centres créés après la Seconde Guerre mondiale pour accueillir les enfants sans toit, ni famille. Certains deviendront de vraies petites républiques avec élections, syndicats, monnaie, magasin etc. Basé sur la conférence de Trogen initiée par l'Unesco en 1948, ce livre développe toute la richesse de ces projets, en Suisse, France, Italie et ailleurs, mais aussi toutes les ambiguïtés d'une utopie pédagogique prônant l'égalité et l'autonomie au sortir de la guerre (l'autorité des éducateurs face au *self-government* des enfants, la mixité...)



▼ Julien Dohet et Olivier Starquit, *La bête a-t-elle mué ? Les nouveaux visages de l'extrême droite*, CAL, Liberté j'écris ton nom, 2020

En trois volets (historique, changements et résistance), comment l'extrême droite et son opposition ont-elles évolué. Cette « bête » est-elle toujours la même ? Qu'est-ce qui la rattache à ses origines ? Et surtout comment allons-nous lui faire face car elle est de plus en plus présente, acceptée et en capacité de gouverner chez nous ? Dans la conclusion, on peut lire : « Plus que jamais, au nom des Lumières, il faut éclairer la bête et dénoncer ses visions de la société basées [...] sur la hiérarchie inégalitaire, naturelle et immuable ».



75 ans après = 75 jaar later, *Mauthausen et les camps annexes*, Ambassade de Belgique en Autriche, mai 2020

Livret commémoratif de l'Ambassade belge en Autriche publié à l'occasion des 75 ans de la libération des camps. Il reprend dix-sept biographies de déporté-e-s au camp de concentration de Mauthausen dont celles de Paul Brusson et Marcel Cools ainsi que celles de Madeleine Seron et Elisabeth Desoleil.

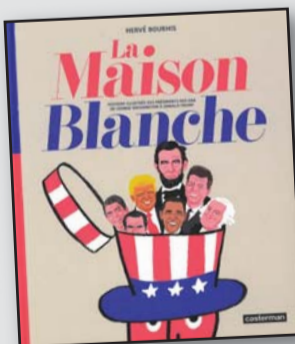


En bonus : *Démêler pour s'en mêler : une journée pour déconstruire les préjugés*, La Cible-FGTB

Publié en 2018, cet argumentaire pour les droits sociaux, culturels et politiques et contre la propagation des idées d'extrême droite voit ses strips dessinés transformés en petite capsule animée. À regarder et à partager sur les réseaux.

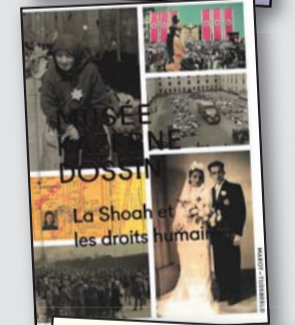
Herbé Bourhis, *La Maison Blanche : histoire illustrée des présidents des USA, de George Washington à Donald Trump*, Casterman, 2020

En quelques pages pour chacun des présidents - il n'y a pas encore eu de présidente - l'auteur donne des informations factuelles sur son arrivée au pouvoir, sa famille, ses idées et ses actes. Si pour certains les mesures phares sont l'instauration du suffrage universel ou de la laïcité, pour d'autres il s'agit plutôt de la guerre du Vietnam, des *fake-tweets* ou la ségrégation... à vous de retrouver les présidents dans ce livre didactique et amusant.



▼ Musée Kazerne Dossin, *La Shoah et les Droits de l'Homme*, ed. Marot-Tijdsbeeld, 2020

De l'avant-guerre à la déportation, ce livre-musée retrace la vie des Roms et des Juifs en Belgique en plus de 700 documents, photographies, décrets nazis et « vies volées ». Cet ouvrage met à la portée de tou-te-s les francophones de Belgique l'histoire du judéocide dans leur pays. Le génocide perpétré par les nazis est le summum des violations faites aux droits humains.



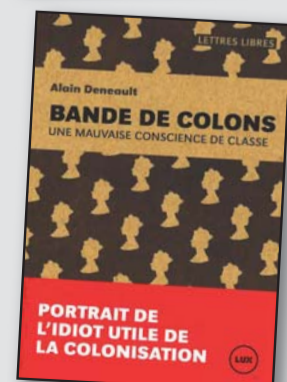
▼ Mathilde Larrère, *Rage against the machisme*, Editions du Détour, 2020

L'historienne Mathilde Larrère veut rendre leur histoire aux femmes ! Une histoire des luttes féministes depuis la Révolution française, une belle galerie de combattantes, des citations inspirantes. Une lecture agréable et revigorante, avec des illustrations de Fred Sochard.



Alain Denault, *Bande de colons : une mauvaise conscience de classe*, Lux, 2020

Si les sujets du colonisateur (mauvais, décideur, « oligarque ») et du colonisé (bon, indigène, subissant la domination) sont souvent abordés, il est plus rare de se pencher sur la figure du colon, cette chaire à canon de la colonisation, qui, d'une façon comparable aux autres matières premières de la colonie, n'est qu'une ressource, les petites mains des colonisateurs. Ici, c'est le cas du Canada qui est central, pays habité principalement de colons et dont l'histoire peut être lue comme celle d'une entreprise. Un chapitre ne manquera par ailleurs pas d'attirer notre attention : « Un Congo de Léopold II réussi ».



Ces livres sont disponibles en prêt à la bibliothèque
George Orwell des Territoires de la Mémoire.

Vous pouvez également les acquérir auprès de la Librairie Stéphane Hessel, librairie@citemiroir.be ou +32(0)4 250 99 59.

page neuf

« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Biopouvoir

Il y a, au début du *Léviathan* (1651) de Thomas Hobbes, un frontispice extrêmement évocateur. On y voit un souverain, l'épée dans une main et dans l'autre la crosse, ayant accaparé dans son torse une immense quantité d'hommes le regard dressé vers lui, dans une posture mêlant peur et respect, tandis qu'en contrebas la ville déserte bénéficie d'une totale quiétude.

Cette célèbre image est la figure emblématique d'une société où les individus abandonneraient leur liberté au profit d'un État protecteur, tenant fermement sous sa coupe les citoyens et citoyennes en proie à l'angoisse générée par une épidémie, par exemple. Ce serait là, pour l'espèce humaine fragilisée au plus haut point, le triomphe d'un *biopouvoir*, c'est-à-dire le contrôle coercitif exercé par une autorité politique sur la vie des corps mêmes des personnes, de quoi les rendre dociles.

Ce concept, on le doit au philosophe Michel Foucault qui a reconnu, dans la « police de la peste » établie à Marseille à la faveur du terrible épisode pesteux de 1720-1722, les premiers pas de ce qu'on pourrait aussi appeler la *biopolitique*. Un extrait de son ouvrage *Surveiller et punir* (1975) est symptomatique à cet égard : « Cet espace clos, découpé, surveillé en tout point, où les individus sont insérés en une place fixe, où les moindres mouvements sont contrôlés, où tous les événements sont enregistrés, où un travail ininterrompu d'écriture relie le centre et la périphérie, où le pouvoir s'exerce sans partage, selon une figure hiérarchique continue, où chaque individu est constamment repéré, examiné et distribué entre les vivants, les malades et les morts – tout cela constitue un modèle compact du dispositif disciplinaire. À la peste répond l'ordre [...].¹ »

Cet autre passage est révélateur également : « La ville pestiférée, toute traversée de hiérarchie, de surveillance, de regard, d'écriture, la ville immobilisée dans le fonctionnement d'un pouvoir extensif qui porte de façon distincte sur tous les corps individuels – c'est l'utopie de la cité parfaitement gouvernée.² »

Toutes proportions gardées, la Belgique entrée à deux reprises en confinement au cours de l'année 2020, par suite du Covid, ne fait-elle pas penser à cette cité carcérale – mais ordonnée – décrite par Foucault ? Avec ses habitants soumis à l'impérieuse injonction de rester chez eux, les rues désertes ramenées au silence, les rares piétons empressés s'évitant parfois ostensiblement les uns les autres, les caméras de surveillance disséminées un peu partout, les villes délaissées comme en temps de guerre, l'imposition d'un couvre-feu, et *tutti quanti*...

On dira que la propagation du coronavirus a rendu nécessaires ces mesures restrictives. Certes, mais peut-on être sûr qu'elles seront toutes abandonnées quand la petite « bête à picots » aura desserré son étreinte ? On est dès lors en droit de se demander si nos libertés, de mouvement notamment, ne vont pas être rabotées pour longtemps, au même titre que nos acquis démocratiques. Car les crises sanitaires sont des accélérateurs de tendances. En matière d'autonomie individuelle, un rétropédalage de la part des pouvoirs en place est loin d'être assuré, d'autant qu'ils sont aujourd'hui armés d'un arsenal de moyens d'observation *high tech*, drones en bonus.

Il est par conséquent important que les citoyennes et citoyens, hantés comme jamais par la crainte de la mort, évitent de s'accoutumer dans l'avenir à des résolutions administratives liberticides, prises dans l'urgence. À ce propos, la (re)lecture du *Discours de la servitude volontaire* (1576) d'Étienne de La Boétie reste d'actualité... ••

Ostarbeiter (« Travailleurs de l'Est »)

Par Jean-Louis Rouhart

L'ONG russe « Memorial » ne conserve pas seulement dans ses Archives des documents oraux et écrits se rapportant au Goulag, mais dispose également d'un fonds important relatif aux « *Ostarbeiter* », c'est-à-dire aux citoyens d'Union soviétique ayant été contraints d'exécuter des travaux forcés en Allemagne durant une période s'étalant entre 1942 (invasion de l'URSS par la Wehrmacht) et 1945 (libération par les troupes soviétiques et américaines).

Parmi les onze millions de travailleurs forcés qui furent recrutés dans la plupart des pays européens, les *Ostarbeiter* constituèrent le contingent le plus important ; comme les concentrationnaires et les prisonniers de guerre soviétiques, ils furent astreints au travail obligatoire sur tout le territoire du Reich et placés dans des usines, des exploitations agricoles ou encore comme gens de maison chez des particuliers.

L'ouvrage dont le titre pourrait être traduit par « Marqués pour toujours. L'histoire des « *Ostarbeiter* » à travers des lettres, souvenirs et interviews » édité par la société « Memorial » et la fondation Heinrich-Böll, relate l'histoire de ces *Ostarbeiter* et insiste sur le fait qu'ils ont été marqués toute leur vie par cette expérience. Déportés très jeunes dans un pays ennemi, placés en bas de la hiérarchie des travailleurs forcés, stigmatisés par la mention « OST » cousue sur leurs vêtements, les *Ostarbeiter* des deux sexes durent subir pour la plupart les humiliations de la population allemande, la faim, les longues journées de travail, les violences sexuelles, l'éloignement des êtres chers et la privation de liberté. Comme les prisonniers des camps de concentration, ils souffrirent des conditions d'hébergement, du manque d'hygiène et de soins, de l'absence d'habits adaptés et du climat général de délation entretenu par les indicateurs. Ils connurent également les appels interminables, les punitions sévères, la promiscuité et le manque de contacts épistolaires avec leurs familles. Il leur fut interdit de se rendre dans les abris lors des bombardements alliés.

À leur retour, ils furent soumis à des interrogatoires serrés dans les camps de filtration et furent l'objet de suspicions de la part de leurs compatriotes qui leur reprochaient à mots couverts d'avoir œuvré pour les nazis. Les « rapatriés » furent alors enrôlés dans l'Armée du Travail pour reconstruire l'économie nationale ou dans l'Armée Rouge ou encore condamnés à dix ans de réclusion dans les camps du Goulag. Contraints au silence et torturés par un sentiment de culpabilité, ils ne furent jamais l'objet de manifestations de sympathie ou d'une reconnaissance quelconque de leur pays. Traumatisés toute leur vie, ils furent « considérés en Allemagne comme des ennemis et en Russie comme des traîtres » et virent « leur



jeunesse se faner jour après jour dans un pays lointain et étranger ».

Ces différents aspects de l'histoire des *Ostarbeiter* sont remarquablement mis en relief et illustrés par de nombreux témoignages recueillis par des membres de « Memorial » ainsi que par des extraits de lettres (censurées) et des photographies prises sur les lieux de déportation.

¹ Memorial Moscou, Heinrich-Böll-Stiftung (Hg.), *Für immer gezeichnet. Die Geschichte der «Ostarbeiter» in Briefen, Erinnerungen und Interviews. Aus dem Russischen von Christina Links und Ganna-Maria Braungardt. Mit einem Essay von Ulrich Herbert*, Ch. Links Verlag, Berlin, 2019.

² En haut de la hiérarchie figuraient les travailleurs de l'Ouest (Français, Belges...), puis suivaient les Polonais, les *Ostarbeiter* et tout en bas les Juifs et les Roms.

³ C'est ainsi que les années de déportation qu'ils avaient passées en Allemagne ne furent pas comptabilisées pour leur retraite. Ce n'est que bien plus tard que certains bénéficièrent de dédommagements accordés par des entreprises allemandes sous la pression d'avocats américains.

⁴ Témoignage de Tatiana Savenko, in *Für immer gezeichnet*, p. 390.

⁵ Extrait d'un poème écrit au verso d'une photo : « Und Tag um Tag schwand unsre Jugend, welkte in ferner Fremde dahin », in *Für immer gezeichnet*, p. 274.

⁶ D'autres documents relatifs aux *Ostarbeiter* peuvent être consultés au Centre de Documentation sur le travail forcé à l'époque nazie (« Dokumentationszentrum NS-Zwangsarbeit ») à Berlin.

Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Résistance et à la Citoyenneté • *Aide-Mémoire* est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Président : Jérôme Jamin • Directeur : Philippe Evrard • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Tél. : 04 232 70 60 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : aide-memoire@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Jérôme Jamin • Directeur de la publication : Philippe Evrard • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Henri Deleersnijder, Jérôme Delnooz, Jenifer Devresse, Tamara Hannay, Gaëlle Henrard, Maud Herbet, Jérôme Jamin, Maite Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Olivier Starquit • Planches de BD en p.8 par FIFI • Infographie et mise en page : Millillu - Valérie Pernot - Polleur • Impression : Vervinckt et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction.

Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. • ISSN 1377-7831

Vos données personnelles font l'objet d'un traitement destiné uniquement à vous informer des activités de notre association sans but lucratif (asbl). Cette dernière met en œuvre toutes les mesures pour assurer la sécurité de vos données et le respect de votre vie privée. En aucun cas ces données ne seront vendues ou cédées à des tiers. Vous pouvez modifier ou faire supprimer vos coordonnées en adressant un courriel à administration@territoires-memoire.be ou en téléphonant au 04 232 70 60. Vous avez également, en cas de difficulté persistante, la possibilité d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de Protection des Données (APD).

¹ Michel Foucault, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, coll. « Bibliothèque des histoires », Paris, Gallimard, 1975, p. 199.
² *Ibid.*, p. 200.

De la gauche à l'extrême droite, en passant par le « milieu »

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

Avec cette chronique, cela fait désormais 20 ans que Julien Dohet, de par son engagement et l'exigence de son analyse, nous aide à décrypter l'idéologie d'extrême droite et la filiation de ses idées en long, en large et en travers. Un travail important. Qu'il en soit ici remercié.

Se dire les porte-paroles d'une expression populaire est une des postures préférées de l'extrême droite. Ce fut notamment le cas de sa composante fasciste dans l'entre-deux guerres. Avec, par exemple, le Parti Populaire Français et une personnalité comme Simon Sabiani.

Un parcours non atypique d'un fasciste des années 20-30¹

Né le 14 mai 1888 à Casamaccioli (Corse), mort le 29 septembre 1956 à Barcelone (Espagne). Issu d'une famille corse de propriétaires terriens de sept enfants, il rejoint à Marseille son frère avocat en 1907. Des raisons de santé l'empêchent tout autant de faire des études supérieures que d'intégrer l'armée. Dès le début de la Première Guerre mondiale, il s'engage dans l'infanterie. Il y fera preuve de bravoure, recevant plusieurs récompenses dont la plus importante sera la Légion d'honneur à titre militaire, et montant dans la hiérarchie jusqu'au grade de lieutenant. Simon Sabiani est blessé à plusieurs reprises et perd un œil à Douaumont en juin 1915. Trois de ses quatre frères seront tués durant le conflit. Après la guerre, il revient à Marseille et se lance dans l'import-export, ce qui lui fournit des contacts avec le milieu marseillais, tout en adhérant au Socialisme puis au Communisme dès le lendemain du congrès de Tours. Il prend très vite un rôle important au sein du PCF où il plaide pour l'alliance socialiste-communiste sous la bannière du parti socialiste-communiste. En 1928, il est élu député et, reniant sa promesse de non cumul, il ajoute à son poste de conseiller général celui de 1^{er} adjoint de Marseille en 1929, ville que dans les faits il dirige de 1931 à 1934. Sabiani se distingue à cette époque par la mobilisation de bandes armées et la présence à ses côtés de gardes du corps liées au milieu marseillais.

Fruit d'une évolution progressive, la rupture a lieu avec l'événement fondateur du 6 février 1934² – manifestation antiparlementaire organisée à Paris par des groupes de droite – auquel il s'associe et, à l'inverse, son refus de participer aux grandes mobilisations ouvrières en réaction³. Dans la foulée, il crée un Front Français puis rejoindra Doriot et le PPF à la création de celui-ci. Il suivra l'évolution de ce parti dans la collaboration la plus totale. Son fils, engagé dans les rangs de la Légion des Volontaires Français, sera tué sur le Front de l'Est. Sabiani fait partie du contingent des collaborateurs qui s'installent à Sigmaringen lors de la Libération. Il rejoint ensuite l'Italie. Condamné à mort par contumace, il trouve refuge en Argentine avant de revenir en Europe en 1953. Il meurt trois ans plus tard dans une clinique de Barcelone sous le pseudonyme de Pedro Multedo.

Un anticommunisme central

Le livre de Sabiani est significativement préfacé par Jacques Doriot fondateur du PPF⁴ qui incarne cette troisième voie qu'affectionne de vanter l'extrême droite : « La naissance s'imposait cependant d'un tiers parti, d'un mouvement qui représentât la moyenne des volontés nationales et sociales des groupements opposés du front bourgeois – appelons-le par son nom – et du Front Populaire. La création d'un véritable front français⁵. » Un front dont le mot d'ordre sera « La France aux Français », une formule qui sera reprise un demi-siècle plus tard par ses héritiers. Si cette troisième voie se présente comme tout autant anticapitaliste qu'anticommuniste : « Dans la conjoncture actuelle, l'heure n'est plus aux discours, ni aux promesses ; il faut agir. Il faut agir dans le sens d'un socialisme réalisateur, ne s'inspirant que de l'idéal français, et de la mentalité française. Pour assurer la paix, il est indispensable de briser tous les impérialismes. Il faut se dresser avec autant de force

contre l'impérialisme de Moscou que contre celui de Berlin ou celui du capitalisme anonyme⁶. »

Force est une nouvelle fois de constater que la critique réelle des inégalités de richesse liées au système capitaliste est quasi inexistante alors que les attaques contre le communisme sont omniprésentes, y compris sur son aspect révolutionnaire : « Mais si l'on a vu, naguère, des révolutionnaires faire une vraie grande révolution, avec leurs qualités et leurs défauts, leurs illusions ou leurs enthousiasmes, leurs héroïques générosités ou leurs cruautés, ils avaient tout de même une autre "gueule" que les pleurnicheurs rétribués des cuisines moscovites⁷. »

Pour Sabiani, les communistes complotent et sont prêts à passer à l'insurrection armée. Une situation que refuse de voir la bourgeoisie qui se montre lâche devant le danger. Ce dernier s'incarne dans le Front Populaire qui n'est que l'outil du communisme asiatique : « Le Front Populaire est, qu'on le veuille ou non, l'instrument de l'action soviétique, de l'intervention étrangère directe dans les affaires de notre pays⁸. » Avec bien entendu un petit couplet complotiste sur sa tête de file juive : « Et nous constatons que Blum, comme ses prédécesseurs, s'est mis sous la coupe de la haute franc-maçonnerie, des groupements bancaires, des trusts industriels, pour pouvoir gouverner "républicainement". Bref le front populaire est à la fois le cheval de Troie du communisme et financé par la ploutocratie internationale⁹. »

C'est la civilisation française qui est ainsi menacée par les idées démocratiques de la République : « Des hommes, mais la France en fournissait à l'univers, au temps où un savoir dosé limitait pour beaucoup les possibilités de se manifester à des postes où seuls, les vaillants, les obstinés, les ascètes parvenaient à force de valeurs et d'efforts. Serions-nous tombés en dégénérescence depuis que la république politicienne, introduisant l'exagération démocratique et démagogique jusque dans l'instruction, a transformé l'ancien jardin intellectuel de la France en immense maquis de connaissance¹⁰ ? » Une menace que le 6 février 1934, événement clef, n'a pas réussi à totalement éloigner : « Aujourd'hui, cependant, la politique de gâchis et de désordre que le sang du 6 février n'a pas été assez fort pour purifier, nous a conduits à une négligence dont les conséquences eussent pu être mortelles pour le sort de l'humanité civilisée¹¹. »

Un positionnement que ne renierait pas l'extrême droite actuelle

Au-delà de l'anticommunisme, on retrouve également dans les pages de *Colère du Peuple* un racisme assumé : « Pour accéder à la charge de propriétaire, des preuves de compétence et de moralité seraient requises. Les étrangers seraient exclus de certaines catégories de propriétaires¹² », ainsi que l'habituel touche de darwinisme social : « nous croyons en la pérennité des races qui tirent de leur sol et de leur atmosphère leurs caractéristiques particulières¹³. »

Le livre de Sabiani reprend donc tous les poncifs de l'extrême droite des années 30, poncifs toujours au cœur de son discours aujourd'hui. Il est ainsi particulièrement intéressant de relever les passages sur des élites politiques qui seraient corrompues alors que le budget public ne cesse de gonfler et que la fiscalité excessive étrangle le peuple laborieux, dans un discours visant le cœur de cible de l'extrême droite, à savoir la « classe moyenne » : « On ne sait si les riches paient ou paieront les quelques milliards de déficit nouveau pour le budget de 1937, résultat de mesures sociales prises à l'emporte-pièce. Il est clair que, pour le moment, seule la petite et moyenne industrie, les petits et moyens commerçants, les paysans, la classe moyenne des petits propriétaires, des petits rentiers, des employés, des artisans, des intellectuels, font les

frais des nécessités gouvernementales de la majorité radicalo-socialiste¹⁴. » Et de plaider pour un « ordre nouveau » qui défendrait les artisans et les petits commerçants¹⁵ dans un appel « aux patriotes » : « La "Marseillaise" du 11 juin avait donné le signal d'un réveil de la conscience nationale et, le 17 juin, un cortège de plusieurs milliers de patriotes parcourait la Canebière du Vieux-Port aux Réformés, perçant et bousculant comme un torrent furieux les masses communistes qui tentaient de lui barrer le passage¹⁶. »

Un discours que ne renierait donc pas l'extrême droite actuelle, en ce compris le couplet sur la liberté d'expression et l'antifascisme¹⁷, Sabiani se posant en défenseur des libertés et dénonçant la censure dont il serait l'objet : « Sous le prétexte d'antifascisme, on s'appête à confisquer les libertés françaises au profit d'une liberté conçue à la mode russe, la liberté de l'ukase et du knout. À quand une Sibérie française ? [...] Blum a [...] dissous les ligues pour être agréable à MM. Cachin et Thorez ; il a emprisonné Maurras, il persécute la presse libre, il fera tout ce qu'il faudra pour plaire à ses alliés, à ses "souteneurs" moscovites. Le prétendu "antifascisme" installé au gouvernement est, d'ailleurs, en train de commettre tous les crimes qu'il reprochait au fascisme. Attentats de rue, pillages, persécutions ouvrières sur le lieu même du travail, interdictions de réunions adverses [...]¹⁸. »



1 Voir sa notice biographique dans Le Maitron <https://maitron.fr/spip.php?article130164>. Une biographie lui a aussi été consacrée : NICOLAI, Jean-Baptiste, *Simon Sabiani Un « chef » à Marseille 1919-1944*, Olivier Orban, 1991.

2 Voir « La cohérence d'un engagement » in *Aide-mémoire* n°40 d'avril-juin 2007.

3 BERNARD, Marc, *Faire front. Les journées ouvrières des 9 et 12 février 1934*, Paris, La Fabrique, 2018.

4 Voir « L'anticommunisme d'un transfuge » in *Aide-mémoire* n°59 de janvier-mars 2012.

5 SABIANI, Simon, *Colère du peuple*. Préface de Jacques Doriot, Paris, Les Œuvres françaises, 1936, pp.130-131.

6 P.16.

7 P.42.

8 P.60.

9 P.101. Voir « La vision complotiste de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°85 de juillet-septembre 2018.

10 P.53.

11 P.212.

12 P.170.

13 P.61.

14 P.87.

15 Voir « Le Poujadisme : un populisme d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°52 d'avril-juin 2010.

16 Pp.32-33. Pour rappel « Les Patriotes » est le nom du parti créé en 2017 par Florian Philippot après sa rupture avec le Front National de Le Pen.

17 Voir « L'antifascisme, le nouveau fascisme ? » in *Aide-mémoire* n°94 d'octobre-décembre 2020.

18 Pp.23-24.



Le réseau « Territoire de Mémoire »

Les villes ou les communes

Aiseau-Presles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhée, Ans, Anthisnes, Antoing, Arlon, Assesse, Aubange, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Belœil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussines, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Farciennes, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Liernux, Limbourg, Lincet, Lobbès, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Silly, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tintlot, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimes, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir
Les provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg

Le Mot du président

Par Jérôme Jamin

Pas besoin d'être militant aux Territoires de la Mémoire pour refuser de plaindre Donald Trump et écarter toute forme de compassion à son égard. Ce n'est vraiment pas le genre de personnage pour qui on sera empathique, et même s'il était victime d'une injustice, le réflexe naturel serai d'indiquer qu'il n'a que ce qu'il mérite ! Ou que c'est bien fait pour lui... C'est humain de penser de cette manière face à un tel personnage ! Mais en faisant un effort, on peut quand même imaginer sa déception suite au revers électoral de novembre alors qu'il a eu près de 10 millions de votes supplémentaires par rapport à 2016. On peut imaginer sa frustration et on peut également se rappeler à quel point les Démocrates ont tout fait pour discréditer son élection il y a quatre ans, et donc en quoi il est certainement animé par la vengeance aujourd'hui lorsqu'il cherche à faire de même en indiquant depuis le 3 novembre 2020 (en fait, bien avant) que le processus électoral a été truqué.

Depuis le soir du scrutin du 8 novembre 2016, les Démocrates n'ont jamais lâché le nouveau président sur la question des interférences russes et il n'est pas exclu que le président sortant ait cherché à se venger. En effet ce soir-là, lorsque les premiers résultats tombent, sans savoir d'où ils tiennent leurs sources, les Démocrates accusent Donald Trump d'avoir bénéficié de l'aide des services secrets russes pour gagner le scrutin. Selon eux, la « campagne est truquée », Donald Trump a volé sa victoire, il ne la mérite pas, et il n'est donc pas un candidat légitime. Aux accusations infondées diffusées *in extremis* fin de journée dans les médias par les ténors démocrates, suivront d'autres dénonciations, plus sérieuses, chaque semaine, et finalement la nomination d'un procureur spécial (Robert Mueller) chargé d'enquêter en profondeur. Il n'est pas exagéré de dire que les Démocrates n'épargneront jamais le président sur ce sujet, ils ne cesseront de l'associer aux Russes, même après le dépôt d'un rapport qui fera date, le fameux « Mueller report » dont le nom exact est « *Report on the Investigation into Russian Interference in the 2016 Presidential Election* ». Le rapport blanchit Donald Trump au niveau de l'accusation principale, il révèle certes toutes sortes de relations douteuses entre une partie des collaborateurs du président et des agents russes, mais rien ne permet d'établir qu'il y a un plan, une commande, un complot, un contrat, et rien ne prouve que Trump fut à la manœuvre derrière ces relations dangereuses. Peu importe cependant, les Démocrates s'emparent du rapport et vont utiliser ses milliers de faits intrigants, bien documentés, pour animer l'imaginaire « complotiste » qu'ils ont construit le soir du 8 novembre 2016.

Quatre ans plus tard, on peut se poser la question de l'interférence russe dans les élections de 2016 mais aussi de 2020. Et avec un peu de recul, on peut imaginer que les services secrets russes ont certes mis en place des stratégies, mais peut-être pas celles qu'on imagine. En effet, pour Vladimir Poutine, l'objectif n'est pas de faire gagner l'un ou l'autre candidat, ou de favoriser telle ou telle tendance politique en faveur des intérêts russes, non ! Le but bien plus profond et bien plus grave (vu d'Europe) est de faire perdre toute forme de confiance, toute forme de crédit aux institutions démocratiques, et parmi elles le système électoral. L'idée est de créer la confusion, d'amener les électeurs à se méfier du système, à se méfier des médias, à privilégier des univers fermés sur les réseaux sociaux où tout se vaut, où la valeur vérité équivaut à une publicité, et où les élections sont synonymes de manipulation.



Joe Biden ne sera pas très différent de Donald Trump avec les Russes, mais depuis plus de quatre ans, après deux élections majeures, une bonne partie de la population américaine a perdu confiance. Et lorsque la démocratie est déifiée, ridiculisée ou associée à l'argent et à la tricherie, les régimes autoritaires semblent une alternative possible, plus sage, plus stable.

Ce qui précède renvoie à un enjeu fondamental pour les Territoires de la Mémoire. Le combat de demain ne sera peut-être pas entre les démocrates et les extrémistes, entre les démocrates et les fascistes, mais entre ceux qui continuent à croire que la démocratie en vaut la peine, et ceux qui n'y croient plus, qui se méfient des élections et qui pensent que les médias nous manipulent. Cela signifie que la bataille ne se situera pas sur l'opposition entre une forme de régime (la démocratie) et une autre forme (les régimes autoritaires, militaires, religieux, illibéraux, etc.), mais sur la crédibilité et l'utilité du régime démocratique. Vu de cette manière, interférence ou pas, les dirigeants hongrois, polonais, russes, chinois, turcs et consorts marquent des points. ●●



page douze

(...) Sur la santé revenue
Sur le risque disparu
Sur l'espoir sans souvenir
Et par le pouvoir d'un mot
Je reconnance ma vie
Je suis né pour te connaître
Pour te nommer

Liberté

Poésie et route 1942 (recueil clandestin)
Paul Eluard

TERRITOIRES MÉMOIRE

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

J'ÉCRIS TON NOM
LIBERTÉ

2021

Pour 2021. Les Territoires de la Mémoire vous souhaitent de cultiver la liberté comme une des valeurs maîtresses de notre société, et d'en être l'une ou l'un de ses acteurs si vous le souhaitez et le pouvez.

Le poème *Liberté* de Paul Eluard est publié le 3 avril 1942 dans le recueil clandestin *Poésie et vérité*. Il a notamment été parachuté la même année à des milliers d'exemplaires par des avions britanniques de la Royal Air Force au-dessus du sol français. Quelques-uns de ses vers entrent étonnamment en résonance avec l'année 2020.